



028

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 18 AVR 2025

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU PONT (117 ML) SUR LE FLEUVE LOKOUNDJE A BIPINDI ENTRE LOLODORF ET KRIBI, DANS LE DEPARTEMENT DE L'OCEAN, REGION DU SUD. FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICE 2025

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux sus-indiqués

1. Objet de l'Appel d'Offres

L'objet de l'appel d'offres porte sur l'exécution des travaux de réhabilitation du Pont Hyperstatique de 117 ml de long, de 15 travées continue sur le fleuve Lokoundje situé à 200 m de la Mairie de Bipindi sur le tronçon de route Grand Zambi - Bingambo (entre lolordorf - Kribi).

2. Consistance des travaux

Les travaux de réhabilitation du Pont Hyperstatique de d'environ 117 ml de long constitué de 15 travées continues sur le fleuve Lokoundje, dont les travaux à effectuer portent sur :

- le renforcement du tablier du pont qui présente un état de dégradation très avancé. Les caractéristiques géométriques de ce tablier sont les suivantes : longueur : 117 ml et largeur entre chasse roue : 4,25m ;
- le renforcement des appuis (15 piles + leur fondations) en maçonnerie de moellons qui sont actuellement très fissurés, par leur enveloppement avec du béton armé d'une épaisseur de 25cm ;
- la réparation des garde-corps défectueux et des tuyaux galvanisés Ø 60.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Région	Département	Ouvrage / rivière	Portée/ Dimension (ml)	Délai (mois)	Coût prévisionnel (TTC)	Type d'intervention
Lot unique	Sud	Océan	Lokoundje	117	05	407 886 344	Réhabilitation du pont

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 407 886 344 Fcfn.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de cinq (05) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droits camerounais disposant d'une attestation de catégorisation ou d'un récépissé de demande de catégorisation dans le secteur des BTP.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le budget du MINTP - Ligne Fonds Routier - Exercices 2025.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «Exclusivement en ligne». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de

validité de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

Le montant en FCFA de ladite garantie est de 2 000 000 (deux millions) FCFA TTC.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS (<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>) et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) FCFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

- L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 15 MAI 2025 à 11 heures. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 15 MAI 2025 à 11 heures, et déposé contre-récepissé. Ce pli devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 028/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 10-05-2025
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU PONT (117 ML) SUR LE FLEUVE LOKOUNDJÉ A BIPINDI ENTRE LOLODORF ET KIRIBI, DANS LE DEPARTEMENT DE L'OCEAN, REGION DU SUD. FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICE 2025
COPIE DE SAUVEGARDE ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION»,

- Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'appel d'offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 15 MAI 2025 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A- Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente à l'exception de la caution de soumission;

B- Offre technique incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- a) La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établie par le MINMAP ;
- b) CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur des travaux du Genil Civil ou plus (Bac + 3 minimum), ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets au poste de conducteur des travaux dans le domaine de la construction, d'entretien ou de réhabilitation des ouvrages d'art (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- c) Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins 135 000 000 (cent trente cinq millions) de francs CFA ;
- d) N'avoir pas satisfait 2/3 critères essentiels dont obligatoirement le critère matériel ;

- e) Absence de la charte d'intégrité datée et signée
- f) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales
- g) N'avoir pas le matériel en propre suivant :
 - 02 Camions bennes de 20t ;
 - 02 véhicules de liaison pick-up;
 - 01 Grue mobile 30 tonnes minimale
 - 01 Auto Bétonnière ;
 - 01 Pelle excavatrice ;
 - 01 Tractopelle ;
 - 01 Moto pompe ;
 - 01 Mat d'éclairage ;
 - 01 Groupe électrogène.
- h) N'avoir pas présenté les bilans financiers au cours des trois (03) dernières années (2022-2024) avec un chiffre d'affaires cumulé de montant supérieur ou égale à 450 000 000 (quatre cent cinquante millions) ;
- i) Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.
- j) Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire
- k) Absence de références dans les travaux de construction, réhabilitation et/ou entretien d'ouvrages d'art de montant T.T.C supérieurs ou égal à 300 millions ou avoir exécuté au moins un projet de construction ou de réhabilitation d'un pont d'une longueur totale ≥ 50 ml au cours de quinze (15) dernières années.

C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint).

- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- le sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement du système accompagnée de l'accusé de réception sur plateforme ;

E- Absence de l'original de la caution de soumission ;

F- Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.

G- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous

- Le personnel d'encadrement sur 1 critère ;
- Matériels sur 01 critère ;
- Preuves d'acceptation du marché sur 01 critère.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrages se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours dans la zone, a des performances non satisfaisante (résilier ou abandonné) ou peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constate de défaillance notifié dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56/88 00 2042 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.



Emmanuel NGANOU D.



MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

028

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 0 AVR 2025

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON THE
BRIDGE (117 LM) OVER RIVER LOKOUNDJE IN BIPINDI, BETWEEN LOLODORF AND KRIBI,
WITHIN THE OCEAN DIVISION, SOUTH REGION. FINANCING: MINTP BUDGET - ROAD
FUND LINE, FINANCIAL YEAR 2025

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the State of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the above-mentioned works.

1. Purpose of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the execution of works to rehabilitate the 117-m-long hyperstatic bridge made of 15 continuous spans over River Lokoundje located 200 m from the Bipindi Council, on the Grand Zambi - Bingambo road section (between Lolordorf and Kribi).

2. Scope of Works

Rehabilitation works on the hyperstatic bridge, approximately 117 m long and made of 15 continuous spans over River Lokoundje, involve:

- reinforcing the bridge deck, which is severely deteriorated. The geometric characteristics of this deck are as follows: length: 117m and width between guard posts: 4.25m;
- reinforcing the masonry bridge piers and their foundations which are currently over-eroded with a 25 cm thick reinforced concrete casing;
- repairing visible cracks on quality stone masonry abutments;
- repairing defective guardrails and Ø 60 galvanised pipes.

3. Allotment

The works shall be tendered for in one (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Division	Structure/River	Span/Dimension (LM)	Time frame (Months)	Estimated cost including taxes	Type of Intervention
Single lot	South	Ocean	Lokoundje	117	05	407,886,344	Rehabilitation of the bridge

4. Estimated cost

The estimated cost after preliminary studies is 407,886,344 CFA francs.

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the execution of the works under this Call for Tenders is 5 calendar months. This time frame takes effect from the date of notification of the service order to start.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all public works contractors governed by Cameroonian law with a certificate of categorization or receipt for a request for categorization in the construction sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, 2025 and 2026 Financial Years.

8. Bidding Method:

Bidding shall be carried out as follows: "Exclusively online". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts accompanied by the deposit receipt issued by the deposit and consignment office (CDEC).

The amount of the said bond shall be two million (2,000,000) CFAF, including taxes.

The provisional guarantee must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210.

It can also be accessed online via the COLEPS platform (<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>) and on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFAF.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the electronic version of Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, on-line tendering shall be subject to payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

- The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 15 MAY 2025 at 11 a.m. Besides, a back-up copy uncompressed of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, latest on 15 MAY 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

028 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 028 / AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 10 / AVR 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON THE
BRIDGE (117 LM) OVER RIVER LOKOUNDJE IN BIPINDI, BETWEEN LOLODORF AND KRIBI,
WITHIN THE OCEAN DIVISION, SOUTH REGION. FINANCING: MINTP BUDGET - ROAD
FUND LINE, FINANCIAL YEARS 2025
BACK-UP COPY AND ORIGINAL OF THE BID BOND"

- File size and format

The maximum size of the documents previously mentioned (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will

transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiry of the tender-validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of tenders

Tenders shall be opened at once on 11.01.2025 at noon prompt in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works of the Ministry of Public Works, located at the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary criteria

A- Incomplete administrative file due to:

- Absence of the bid bond after the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension except for the bid bond;

B- Incomplete technical offer in the absence of one of the following documents:

- a) The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- b) CV of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil engineer or holder of a higher degree (GCE + 3 at least), with at least seven (7) years' general experience in the building and public works sector, and having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of engineering structures construction, maintenance or rehabilitation (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the diploma signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- c) Absence of a financing capacity (available credit line), issued by a financial institution authorised by the Minister in charge of Finance, of at least 135,000,000 (one hundred and thirty-five million) CFA francs.
- d) Absence of a minimum 5-year contract for an engineer specialised in engineering structures, who is a permanent staff member of the company;
- e) Failure to meet the 2/3 of the essential criteria, including the material criterion;

- f) Absence of a dated and signed integrity charter;
- g) Absence of the declaration of commitment to respect environmental clauses;
- h) Failure to meet the minimum in-house equipment requirement:
 - Two (2) 20t dump trucks;
 - Two (2) pick-up liaison vehicles;
 - One (1) mobile crane of at least 35t;
 - One (1) concrete mixer;
 - One (1) excavator;
 - One (1) backhoe loader;
 - One (1) motor-pump;
 - One (1) lamp pole;
 - One (1) generator.
- i) Failure to submit financial statements for the last three (3) years (2022-2024) with a cumulative turnover for road and engineering structures works of at least 450,000,000 (four hundred and fifty million);
- j) False declaration, forged or unauthentic documents, corrupt practices.
- k) Absence of a dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- l) Absence of references in the construction, rehabilitation and/or maintenance of engineering structures with a total value of at least 300 million including taxes, and references in at least one project to construct or rehabilitate a bridge with a total length ≥ 50 LM over the last fifteen (15) years.

C- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents:

- Stamped, signed and dated bid (see model attached);
 - The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the attached model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
 - Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and inclusive of all taxes;
 - Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see model attached).
 - Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- D-** Absence of the back-up copy in case of system malfunction accompanied by the platform acknowledgement of receipt;
- E-** Absence of the original of the bid bond;
- F-** Failure to comply with the file format for tenders submitted on-line.

15.2. Essential criteria

The technical offers shall be evaluated as per the following essential criteria:

- Supervisory staff out of 01 criteria;
- Equipment out of 01 criteria;
- Proofs of contract acceptance out of 01 criteria.

Note: One public service employee without documents justifying their availability shall not be assessed.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical and administrative requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract in the same area, whose performance is unsatisfactory (terminated or abandoned) or not really satisfactory (formal notice whose assessment was unsatisfactory or failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public

Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, or at the Engineering Structures Division, Tel.: 222 23 12 56/88 00 2042 at the Ministry of Public Works or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. Fight against corruption and malpractice

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.



Emmanuel NGANOU D.